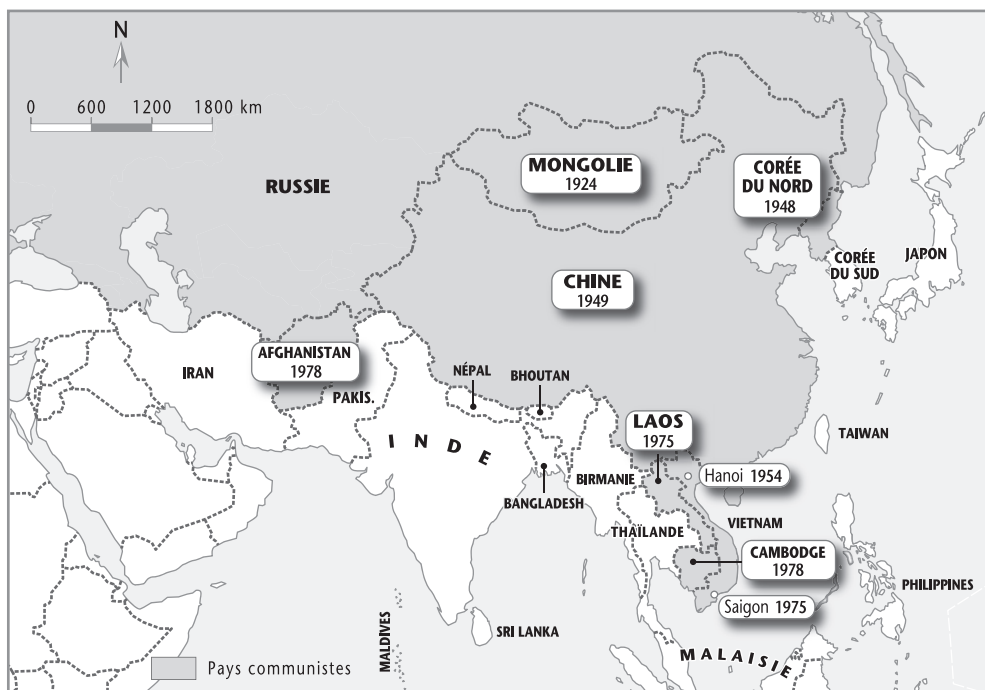




LES ÉTATS OCCIDENTAUX :
COMBATTUE, RECONNUE,
CRAINTE



Extension du communisme en Asie

1

S'IMPOSER DANS LE CONCERT DES NATIONS (1949-1990)

LA RPC, un État souverain dans le camp socialiste

■ Un ralliement objectif

Un État socialiste menacé

Depuis 1947, l'opposition entre l'URSS de Staline et les États-Unis de Truman devient irréversible. Les États-Unis prônent une politique d'endigement systématique du communisme, soutenue par des aides massives aux États ravagés par la guerre en Europe et en Asie. En octobre 1947, le Kominform (alliance des Partis communistes) se constitue à Varsovie. Le délégué soviétique Jdanov présente la vision stratégique de Moscou. Il existe deux camps adverses, l'un impérialiste, dirigé par les États-Unis ; l'autre communiste dirigé par l'URSS. Le monde des États entre dans une bipolarité antagoniste : la guerre froide. Des événements comme le « Coup de Prague », le blocus de Berlin (1948), la création du pacte Atlantique en 1949 (OTAN) figent cette division. C'est dans ce contexte que naît la République populaire de Chine, le 1^{er} octobre 1949. Sa proclamation entérine la prise de Pékin par les communistes. La RPC apparaît naturellement comme appartenant au camp socialiste ; *de facto* seuls les États du camp socialiste reconnaissent son existence internationale. Le 3 octobre 1949, l'URSS noue avec Pékin des relations diplomatiques, lui ouvrant les portes de ses alliés, les démocraties populaires de l'Europe de l'Est (Bulgarie, Roumanie, Hongrie, Tchécoslovaquie, Pologne, Allemagne de l'Est et Albanie). En Asie, la RPC est reconnue par la Corée du Nord, la Mongolie et la République démocratique du Vietnam nord.

L'Asie devient le théâtre de la lutte entre les États-Unis et l'URSS. Leurs conflits se déroulent aux frontières chinoises et menacent la sécurité de la toute jeune RPC. Entre 1945 et 1947, Moscou et Washington ne trouvent pas de solution à la partition de la péninsule coréenne le long du 38^e parallèle. En 1948, Moscou soutient la création de la République démocratique populaire de Corée (au nord) et Washington celle de la République de Corée (au sud). Les deux gouvernements aspirent à réunifier le pays, chacun à son profit. En juin 1950 éclate la guerre de Corée, à laquelle Pékin est partie prenante [cf. 2^e partie, chap. 1]. Le deuxième conflit menace le sud de la RPC et oppose depuis 1947 la France (soutenue par les États-Unis) aux mouvements indépendantistes indochinois [cf. 2^e partie, chap. 1]. Par ailleurs, Pékin est en conflit direct avec le gouvernement nationaliste chinois réfugié sur l'île de Taïwan [cf. 3^e partie, chap. 2]. Les États-Unis, implantés au Japon, aux Philippines et dans le Pacifique accordent un soutien croissant à Taïpei. Le nouveau gouvernement communiste de Pékin configure sa politique étrangère en terme sécuritaire en évaluant les différentes menaces à son intégrité territoriale. L'URSS apparaît comme le seul allié possible.

L'alliance indispensable avec l'URSS

Surmonter les obstacles

La guerre froide naissante explique la rapidité de la reconnaissance soviétique de la RPC. Jusqu'à cette date le soutien de Moscou aux communistes chinois est très modéré. Pendant la Seconde Guerre mondiale, Staline choisit le Parti nationaliste de Chiang Kai-shek, comme les États-Unis. Le Parti communiste chinois n'est pas apprécié de Moscou : depuis sa création en 1927, Mao Zedong s'oppose au Komintern et aux factions chinoises du PC qui soutiennent Moscou. Le PCC défend des positions idéologiques que Moscou juge incompatibles, comme celle d'inclure la bourgeoisie nationale dans le premier stade de l'édification socialiste de la RPC. Les dirigeants de Pékin soutiennent que la révolution chinoise (fondée sur le monde paysan) constitue le modèle idéal pour les peuples colonisés, ce que Moscou récuse pour maintenir sa présence sur le monde socialiste et en quête d'indépendance. La RPC écarte ses divergences avec l'URSS et la rassure en condamnant toute position de neutralité. L'alliance avec les Soviétiques doit permettre à Mao Zedong de gagner à sa cause les factions pro-Moscou au sein du PCC. L'allégeance chinoise répond aussi à des situations matérielles et stratégiques conjoncturelles. Outre l'obtention de la reconnaissance des États socialistes, Pékin veut éviter tous conflits potentiels territoriaux au Xinjiang et en Mandchourie avec Moscou. De plus, seule l'URSS peut fournir l'aide financière dont Pékin a besoin pour restaurer son économie. Enfin, Moscou peut l'équiper militairement et éventuellement la soutenir en cas de conflit avec Taïwan (les États-Unis).

Le traité d'alliance sino-soviétique du 14 février 1950

En décembre 1949, le président Mao se rend à Moscou pour ouvrir les négociations avec Staline. Le Traité est signé le 14 février 1950. Il est composé de deux volets. Le premier comprend un traité d'amitié, d'alliance et d'assistance mutuelle. Signé pour trente ans, il prévoit, dès son premier article, une clause d'alliance défensive contre le Japon. Les deux États s'engagent à ne pas conclure d'alliance dirigée contre l'autre partie et à se consulter sur les problèmes d'intérêt commun à leur sécurité. Il prévoit le développement de la coopération économique et culturelle. Dans les annexes au traité, l'URSS s'engage à restituer le chemin de fer mandchourien après la signature du traité de paix avec le Japon. Il est prévu un prêt à taux préférentiel pour l'achat de matériel lourd soviétique que la RPC rembourse en matières premières et en denrées agricoles. L'URSS dénonce le traité de 1945 signé avec la République de Chine. Un second volet, essentiellement économique, est conclu en mars 1950. Aucun des textes ne mentionne le problème frontalier. Bien que présentant des bénéfices pour chacun des deux parties, le traité n'en est pas moins perçu par la RPC comme inégal.

Des relations mitigées

Jusqu'en 1953, les rapports entre les deux voisins sont tendus. Aux divergences initiales s'ajoutent des tiraillements liés à leurs intérêts respectifs en Corée du Nord et au refus de l'URSS d'accroître son aide économique. Après la mort de Staline en mars 1953, leurs relations connaissent une brève amélioration. Pékin obtient une augmentation de l'aide économique soviétique. En 1954, Khrouchtchev se rend à Pékin pour la célébration du premier quinquennat de la RPC. Moscou accepte de rétrocéder Port-Arthur avant 1955. Cette année-là, les deux partenaires signent un engagement sur la coopération en matière nucléaire. L'alliance et le maintien de bonnes relations avec son voisin russe sont d'autant plus importants que les tensions avec les capitales occidentales (et américaine) ne cessent de se multiplier depuis 1949.

L'antagonisme sino-occidental

Lors de la proclamation de la RPC, les États européens adoptent une position attentiste. La situation des étrangers en RPC se dégrade. Les expulsions de missionnaires, les confiscations de biens immobiliers, les appropriations d'entreprises nuisent à la reconnaissance diplomatique de la RPC. Seule, la Grande-Bretagne reconnaît la RPC, le 6 janvier 1950, afin de préserver ses intérêts : Hong Kong. D'autres États européens, comme les Pays-Bas, la Suède, le Danemark, la Suisse et la Finlande nouent des relations diplomatiques avec Pékin. La tentation de la France de les imiter est finalement écartée lorsque les autorités chinoises reconnaissent en janvier 1950, la République démocratique

du Vietnam nord (Viet Minh). La dégradation de la situation en Asie au cours de l'année 1950 élargit le fossé entre la RPC et les États occidentaux. L'aide militaire chinoise au Viet Minh, l'occupation du Tibet, la confiscation des propriétés consulaires américaines en RPC, la signature du traité sino-soviétique, la guerre de Corée et l'entrée de la RPC dans le conflit renforcent les Occidentaux et leur allié américain (en pleine campagne Maccarthyste) dans l'idée d'une *déferlante* communiste en Asie. La détérioration des relations de la RPC avec le monde occidental se répercute à l'ONU. L'organisation internationale (ses États membres) refuse en décembre 1949 d'expulser Taiwan au profit de Pékin. Appuyant Pékin, l'URSS et les Démocraties populaires boycottent l'ONU et le 13 janvier 1950, Moscou quitte le Conseil de Sécurité. Les événements de l'année 1950 convainquent les États membres de maintenir leur refus. Moscou rejoint pourtant l'ONU à l'été 1950. L'Organisation condamne la RPC pour agression lorsqu'elle intervient dans le conflit coréen et décrète un embargo commercial à son encontre en 1951. L'antagonisme avec les États-Unis s'envenimant tout au long de cette décennie, les perspectives d'amélioration des relations entre Pékin et les capitales occidentales disparaissent.

■ La rupture sino-soviétique

Une confrontation grandissante

De nombreuses raisons contribuent à la rupture entre l'Union soviétique et la RPC. Certaines relèvent d'antagonismes historiques, jamais totalement résorbés, à l'image des conflits frontaliers. Dès le XVII^e et jusqu'au XIX^e siècle, Russes et Chinois s'affrontent pour la conquête de territoires autour du fleuve Amour. En 1850, la progression russe atteint l'embouchure du fleuve et le bassin de l'Oussouri. L'Empire des Qing affaibli doit céder ces territoires à l'Empire russe aux termes de traités qualifiés plus tard d'inégaux par la RPC. Les questions frontalières sont ravivées par Pékin alors que d'autres conflits majeurs naissent avec Moscou. Les dirigeants chinois n'ont jamais vraiment pardonné à l'URSS de leur avoir préféré les nationalistes chinois. La position soviétique provoque une scission au sein du jeune Parti communiste chinois. Les positions défendues par Mao, notamment sur l'importance du mouvement paysan, mettent vingt ans à s'imposer. À ses rancœurs historiques s'ajoutent celles, liées à l'attitude hautaine de Moscou à l'égard de son allié chinois depuis 1949. Les dirigeants chinois reprochent à leurs homologues soviétiques de ne pas leur fournir l'assistance financière et technique nécessaire à la reconstruction de leur pays et aux investissements dans l'industrie lourde. Leur ressentiment s'accroît d'autant plus que la RPC entretient avec l'URSS une relation de dépendance économique. Moscou semble vouloir la maintenir dans une situation similaire en matière d'armement nucléaire. La question de la présence de

l'URSS sur les alliés socialistes et les États en quête d'indépendance oppose les deux capitales. La rivalité sino-soviétique prend un nouveau tournant avec la tenue de la conférence des pays non alignés de Bandung (1955), à laquelle Moscou n'est pas conviée. La RPC s'y affirme comme un État socialiste, comme un État asiatique en développement et un État... indépendant. Dès 1954, Moscou et Pékin prennent des initiatives internationales divergentes (question de l'Indochine, soutien au responsable de la Mandchourie, rapprochement avec l'Europe occidentale, refus chinois de signer le pacte de Varsovie). Les deux capitales s'opposent sur leur conception des relations à entretenir avec le camp occidental (États-Unis compris). Les thèses de Khrouchtchev selon lesquelles la coexistence pacifique doit fonder sur le long terme les relations avec le monde occidental ne satisfont pas Mao qui refuse toute idée d'abandonner la lutte contre le camp capitaliste. Un autre sujet de polémique est le mouvement de déstalinisation lancé sous Khrouchtchev. Son rapport de 1954 critique la politique et la personnalité de Staline, notamment son goût pour le culte de la personnalité. Pékin reproche officiellement à Moscou d'avoir entrepris ce travail idéologique sans concertation au sein du bloc socialiste, et officieusement de critiquer une tendance (le culte de la personnalité) que Mao semble lui-même suivre. Entre 1955 et 1957, les relations se dégradent en dépit de quelques tentatives chinoises et russes de se ménager mutuellement. En octobre 1957, un traité sino-soviétique sur la coopération en matière de technologie moderne de la défense nationale est officiellement signé.

Les relations s'enveniment lorsque Moscou décide, au printemps 1958, de se rapprocher des Occidentaux à l'occasion de la révolution irakienne et de la crise libanaise. Moscou ne se manifeste que très tardivement lors de la seconde crise entre la RPC et Taiwan (et les États-Unis). En janvier 1959, Moscou rejette définitivement les positions chinoises en écartant toute velléité d'affrontement militaire entre l'URSS et les États-Unis. En juin 1959, l'URSS dénonce le traité de 1957 sur la technologie moderne de défense nationale, sous prétexte que Pékin refuse tout contrôle de Moscou sur l'utilisation d'éventuelles livraisons soviétiques d'armes atomiques. La capitale soviétique entend en fait rassurer les Occidentaux en revenant sur la promesse de livrer l'arme atomique à la RPC. À l'automne 1959, Khrouchtchev se rend aux États-Unis pour s'entretenir avec le président Eisenhower, sans consulter la RPC ou ses autres partenaires socialistes. Il présente à l'ONU ses thèses sur la coexistence pacifique ouvrant une ère de détente entre l'Est et l'Ouest, au sein de laquelle la RPC n'occupe plus de place stratégique. Ces événements sont d'autant moins bien accueillis par les dirigeants chinois qu'ils doivent affronter à l'intérieur du pays les conséquences économiques et politiques de l'échec du Grand Bond en avant.

L'affrontement

Au cours de l'été 1959, l'URSS rappelle les 1 390 experts présents en RPC et suspend les accords de coopération économique. Moscou pense faire céder Pékin grâce à l'argument économique. Le chantage de Moscou renforce au contraire l'animosité de la RPC qui critique publiquement les positions hégémoniques et anti-révolutionnaires de l'URSS. L'opposition se manifeste au plan international par État interposé (rupture de l'URSS avec l'Albanie soutenue par Pékin) puis directement en 1962. Lors de la crise sino-indienne, Moscou fournit des armes à l'Inde et refuse de dénoncer son offensive. Les dirigeants chinois qualifient la politique de Moscou à Cuba de capitulation. Le 20 juillet 1963, les pourparlers sino-soviétiques sont ajournés alors que se tient au même moment la Conférence américano-anglo-soviétique sur les armements atomiques qui met fin aux expériences nucléaires dans l'atmosphère. La RPC remet en cause les traités territoriaux sino-russes. Les négociations frontalières engagées en février 1964 échouent. Moscou propose une renégociation partielle des tracés, alors que Pékin souhaite leur totale redéfinition. Pékin soutient, de part le monde, les partis communistes opposés à Moscou. Enfin, les dirigeants chinois poursuivent, avec succès, leur programme nucléaire. Le 16 octobre 1964, la RPC procède à son premier essai nucléaire. Trois ans plus tard, elle annonce celui de sa première bombe H. Après 1965, la rupture sino-soviétique est un fait établi et la Révolution culturelle renforce le sentiment anti soviétique. En 1968, l'URSS entreprend un vaste redéploiement de ses forces armées à la frontière sino-russe. Elle les masse notamment face à la province du Xinjiang. En 1969, un accrochage a lieu près de la frontière de l'Oussouri faisant 40 morts russes. Les répliques soviétiques infligent 800 morts côté chinois. Pékin sait qu'elle ne peut pas faire face à l'armée soviétique. Elle accepte l'ouverture de négociations frontalières et met fin à une décennie de tensions externes. Pékin s'engage dès lors vers une politique d'apaisement avec l'Occident.

LA RPC, un État souverain dans le concert des Nations

■ Reconnaissance des grandes puissances du camp occidental

Menaces soviétiques et avances américaines

Au cours des années 1960, en dépit d'un discours officiel très critique à l'égard des États-Unis et de ses alliés, Pékin cherche à contrebalancer le rapprochement entre Moscou et Washington. En 1962, la capitale chinoise noue des relations économiques avec le Japon. Elle se rapproche de quelques États européens. Paris reconnaît la RPC en janvier 1964. La France et le général de